



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant certaines prescriptions applicables au refuge des tortues, situé au 2920 route de Paulhac 31660 BESSIERES, exploité par l'association le refuge des tortues

N° 0 3 0

Le préfet de la région Occitanie
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le règlement (CE) n°338/97 du 9 décembre 1996 modifié, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

Vu le règlement (CE) n° 865/2006 du 4 mai 2006 modifié, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

Vu le règlement (CE) n° 1069/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous produits-animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'annexe de l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées pour l'environnement, l'article L.513-1 et R.513-2 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997, modifié, définissant deux catégories d'établissements autres que les établissements d'élevages, de vente et de transit des espèces de gibiers dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1998 qui fixe les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n°338/97 du Conseil européen et (CE) n° 939/97 de la Commission européenne ;

Service Environnement, Eau et Forêt
Pôle des procédures environnementales
1 place Saint-Etienne
31038 TOULOUSE CEDEX 9
Tél. : 05 34 45 34 45
Site internet : www.haute-garonne.gouv.fr

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 août 2006 fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

Vu la décision du conseil d'État du 30 décembre 2020 qui annule les dispositions relatives à la rubrique 2140 dans le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2140, relative à la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-cs-31 du 23 juin 2020 relatif à une autorisation de transport, de détention et de relâcher de tortues protégées au refuge des tortues de Bessières;

Vu l'arrêté préfectoral n°31-2020-118 autorisant l'établissement a »ssociation le refuge des tortues » à transporter et à détenir des spécimens de tortues de Floride (*Trachemys scripta*) listés sous le régime de l'article L.411-6 du code de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral en date du 23 août 2022 accordant le bénéfice de droits acquis par antériorité, au titre de l'article L.513-1 du code de l'environnement, à l'association le refuge des tortues, situé 2920 route de Paulhac à BESSIERES, pour son activité relevant du régime de l'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 2140 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°31-2023-033 du 06/02/2023 portant autorisation d'ouverture d'un établissement d'élevage et de présentation au public à caractère fixe d'animaux d'espèces non domestiques, pour le refuge des tortues, SIRET n° 491 526 208 00047, situé au 2920 route de Paulhac, 31660 BESSIERES, abrogeant l'arrêté préfectoral initial n°31-2019-108 du 18 avril 2019 ;

Vu le certificat de capacité n° 31-2019-006 pour l'entretien et la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques délivré par la direction départementale de la protection des populations de la Haute-Garonne, le 15 avril 2019, à Monsieur MARAN Jérôme, président de l'association le refuge des tortues, situé au 2920 route de Paulhac, 31660 BESSIERES ;

Vu l'étude de dangers transmise par l'exploitant le 11 juillet 2022, portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses;

Vu la demande d'autorisation déposée, le 11 juillet 2022, par l'association le refuge des tortues pour la création d'une station d'élevage ouverte au public de l'Émyde lépreuse, espèce de tortue aquatique française menacée ;

Vu la déclaration d'activité du 11 juillet 2022 au titre des professionnels exerçant des activités en lien avec les animaux de compagnie d'espèce domestiques en application des articles L.214-6-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le rapport des installations classées du 4 août 2022 ;

Vu l'avis favorable de la formation « faune auvage captive » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Haute-Garonne qui s'est tenue le 14 mars 2019 et l'information faite à cette commission le 27 janvier 2023, par voie dématérialisée, des modifications de l'autorisation d'ouverture dans le cadre de la demande de bénéficier des droits acquis pour la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'à la date d'ouverture du refuge des tortues, l'établissement n'était pas soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2140, conformément aux dispositions du décret du 22 octobre 2018 exonérant certains parcs zoologiques des ICPE, dans la mesure où le taux d'azote produit est inférieur aux seuils fixés et qu'il était autorisé au titre de la faune sauvage captive par arrêté préfectoral sus-visé du 18 avril 2019 d'ouvrir un établissement d'élevage et de présentation au public à caractère fixe de tortues aquatiques et terrestres ;

Considérant le bénéfice de droits acquis par antériorité accordé par le courrier du 23 août 2022 susvisé ;

Considérant, néanmoins, que l'activité de l'association le refuge des tortues relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées doit être encadrée par des prescriptions additionnelles à celles prévues par l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 susvisé afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions de fonctionnement visant à garantir la santé et sécurité des personnes et des animaux ;

Considérant la visite sur site du 14 novembre 2022 et les rapports d'inspection de la zone de quarantaine n° 2022-03992 et de la zone du parc ouverte au public au titre des installations classées n°2022-04052 du 7 décembre 2022 ;

Considérant les éléments complémentaires adressés par l'exploitant le 13 et 29 décembre 2022 et les 3, 12 et 27 janvier 2023 ;

Considérant que le projet d'arrêté complémentaire, visant à encadrer l'activité relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées autorisée par bénéfice de droits acquis par antériorité, a été porté à la connaissance du demandeur le 13 février 2023 ;

Considérant les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire, transmises le 1er mars 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Art.1 : Le président de l'association du refuge des tortues est autorisé à exploiter, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement «Le refuge des tortues», identifié sous le SIRET 491 526 208 00047, établissement de présentation au public à caractère fixe, de toutes les espèces connues de tortues aquatiques et terrestres à l'exception de tortues marines.

L'installation est implantée au 2920 route de Paulhac, 31660 BESSIERES, sur la parcelle 0367 dont le plan de masse figure en annexe 1.

L'établissement est constitué de deux parties distinctes : le refuge (zone de quarantaine) non ouvert au public, destiné à recueillir les tortues abandonnées, et le reste du parc prévu pour la présentation au public des tortues, qui accueille également la station d'élevage de l'Émyde lépreuse.

Toutes les tortues du parc, présentées au public, doivent transiter au préalable par la zone de quarantaine.

C'est la partie ouverte au public du parc, relative à la détention des espèces non domestiques, qui est soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette activité relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

Rubrique ICPE	Dénomination	Régime
2140	Présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques	Autorisation

Art.2. : Le présent arrêté n'autorise pas la détention et la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques différentes de celles définies à l'article 1. L'effectif maximum autorisé est limité à 1350 spécimens répartis en 1000 tortues sur le parc ouvert au public et 350 tortues au niveau de la station d'élevage de l'Émyde lépreuse.

Au sein de l'établissement de présentation au public, des animaux d'espèces domestiques (poissons rouges, carpes Koïs, Guppys et Axolotls) sont également présents.

Art.3. : Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans les dossiers fournis le 11 juillet 2022, complétés le 28 octobre 2022, lesquelles sont, si nécessaire, adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions des textes visées ci-dessus, notamment par les arrêtés ministériels du 25 mars 2004 et du 8 octobre 2018 suscités, et aux prescriptions particulières énoncées ci-après.

Elles devront respecter les impératifs biologiques et physiologiques de l'espèce.

Art.4. : Autres réglementations

Les prescriptions de cet arrêté sont applicables sans préjudice d'autres réglementations, plus contraignantes, existantes ou ultérieures.

Art.5. : Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée à l'installation, à son mode de fonctionnement de nature à entraîner un changement notable doit être portée à la connaissance du préfet avant leur réalisation, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

Cela comprend l'introduction d'espèces qui n'entrent pas dans le champ des compétences du titulaire du certificat de capacité ou pour lesquelles des installations d'hébergement ne sont pas prévues par le présent arrêté.

Art.6. : Prescriptions ultérieures

L'administration pourra fixer toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendraient nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que de la conservation des sites et des monuments.

Art. 7. : Inspection par l'administration

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

Art. 8. : Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant fait l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet de la Haute-Garonne dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que sa qualité du signataire de la déclaration.

Art. 9. : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement de l'installation nécessite une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter.

Art. 10. : Déclaration des incidents et accidents

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'incident ou d'accident est transmis à l'inspecteur des installations classées par l'exploitant. Il précise notamment :

- les circonstances et les causes de l'incident ou accident ;
- les effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures prises ou envisagées pour y remédier et pour éviter un incident ou accident similaire ;

Ce rapport est transmis sous quinze jours.

Art. 11. : Cessation d'activité

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, au sens de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, conformément à l'article R.512-39-1 de ce même code, l'exploitant informe le préfet de la date de cet arrêt au moins trois mois avant celle-ci et précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt d'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- le placement des animaux dans des structures d'accueil dûment autorisées et pouvant les héberger dans des conditions de détentions adaptées,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit, en outre, placer le site de l'installation dans un état qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés dans l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3 du code de l'environnement.

TITRE II: CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION ET CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES INSTALLATIONS ZOOLOGIQUES**Art. 12. : Intégration paysagère**

L'ensemble du site est maintenu propre, les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Art. 13. : Certificat de capacité

L'établissement doit répondre en permanence de la présence d'au moins une personne titulaire du certificat de capacité pour la présentation au public pour les espèces autorisées à l'article 1 conformément à l'article L. 413-2 du code de l'environnement.

Il exerce une surveillance permanente de l'établissement aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L.413-3 du code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificats de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congés, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.

Art. 14. : L'introduction d'espèces, qui n'entrent pas dans le champ des compétences du titulaire du certificat de capacité ou pour lesquelles des installations d'hébergement ne sont pas prévues par le présent arrêté, doit faire l'objet d'une nouvelle procédure d'autorisation.

Art. 15 . : Documents

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour faisant notamment apparaître les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eau pluviale ;
- le présent arrêté et les éventuels arrêtés complémentaires ;
- le registre d'élevage ;
- un rapport régulier faisant état des actions entreprises relatives à la conservation des espèces ;
- le livre journal et l'inventaire permanent selon les modèles CERFA enregistrés ;
- les justificatifs prouvant l'origine licite des animaux détenus ;
- un règlement intérieur ;
- un règlement de service ;
- un plan de secours comprenant le plan d'évacuation ;
- le plan de lutte contre les animaux indésirables et les fiches techniques des produits utilisés ;
- le programme d'entretien de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de ces installations et équipements ;
- le livre de soins ;
- le registre des incidents/accidents ;
- les bordereaux d'élimination des déchets traités à l'extérieur de l'établissement ;
- les rapports de vérification des installations électriques ;
- les rapports de vérification et d'entretien de tous les dispositifs contribuant aux moyens de secours contre l'incendie ;
- le registre indiquant les volumes d'eau prélevés, les entretiens et contrôles effectués sur le réseau d'eau privé ainsi que les incidents survenus et corrections apportées ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, rapports de contrôle et registres répertoriés dans le présent arrêté ou prévus par la réglementation nationale.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

Art.16. : Toutes les dispositions nécessaires doivent être prises par le responsable de l'établissement pour éviter que les animaux qui y sont hébergés soient une source de danger pour la sécurité, la santé publique, les espèces sauvages et les milieux naturels.

Art.17. : Surveillance de l'établissement

Des moyens doivent être mis en place de façon à surveiller et à protéger l'établissement contre l'intrusion de personnes extérieures et à le protéger contre les risques de vol des animaux.

Art.18. : Conditions de visite

Les visiteurs doivent rester sur le sentier, le circuit de visite ou les lieux déterminés par l'établissement afin de permettre une meilleure vision des animaux.

Les enfants doivent toujours être accompagnés par un ou plusieurs adultes.

Les responsables doivent réguler le flux des visiteurs autorisés à pénétrer dans l'établissement de manière à ce que le nombre de visiteurs n'occasionne jamais de perturbation pour les animaux.

Les visiteurs doivent être informés de la nature de la présentation qu'ils vont découvrir ainsi que des consignes de sécurité à respecter, ceci à plusieurs reprises (au moins avant d'entamer la visite et au cours de la visite).

Ces consignes seront apposées à chaque entrée possible de l'enclos.

Ces consignes portent, en particulier, sur le respect de la tranquillité des animaux, l'interdiction de nourrissage des animaux et d'introduction de toute denrée alimentaire dans l'enclos, le respect de l'itinéraire et des lieux de visite. L'attitude des enfants doit être particulièrement surveillée.

Les visiteurs doivent être invités à signaler tout comportement anormal d'un animal.

Les visiteurs doivent être informés des risques résultant d'un mauvais respect des consignes de sécurité.

La surveillance de la présentation au public doit être permanente. Elle doit être réalisée de telle manière, qu'en cas de problème, une intervention d'une personne de l'établissement puisse avoir lieu immédiatement.

Le personnel de surveillance doit précisément connaître l'attitude à tenir face à l'ensemble des situations qui peuvent être rencontrées et doit ainsi pouvoir intervenir efficacement en cas d'agression éventuelle d'un visiteur par un animal.

Art.19. : L'établissement doit s'attacher les soins d'un vétérinaire sanitaire pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Les animaux malades ou blessés sont isolés des autres animaux et reçoivent, dans les meilleurs délais, les soins d'un vétérinaire ou, sous son autorité, ceux du titulaire du certificat de capacité. Les interventions du vétérinaire, ainsi que l'usage de médicaments, sont consignés dans un livre de soins qui est conservé dans l'établissement, ainsi que les ordonnances.

Les animaux nouvellement introduits sont placés en quarantaine pour rechercher tout signe éventuel de maladie.

Art.20. : Reproduction

La reproduction des animaux, d'espèces non domestiques est interdite à l'exception de l'espèce l'Émyde lépreuse (*Mauremys leprosa*) dans le cadre de la station d'élevage et du programme de conservation (plan national d'action en faveur de l'émyde lépreuse). La séparation des mâles et des femelles est effective en permanence. Les œufs pondus par des femelles gravides introduites dans l'établissement sont récoltés, sans délai, en vue de leur destruction.

Art.21. : Registres

Un registre d'entrée et de sortie des animaux, d'espèces non domestiques détenues, à l'exception des animaux appartenant à une espèce ou groupe d'espèces qui relèvent de la colonne (a) de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 est tenu à jour et mis à la disposition des agents des services habilités à effectuer le contrôle.

Le responsable de l'établissement a, en sa possession, et tient à jour un registre des incidents et des accidents intervenus du fait du type de présentation en enclos à immersion.

Il fait état de la nature de l'événement, de sa cause et de ses conséquences ainsi que des mesures correctives adoptées.

Le registre contient les coordonnées des visiteurs impliqués (nom, adresse, numéro de téléphone).

Art.22. : Identification

Les animaux des espèces protégées, en application de l'article L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement et des espèces inscrites sur les listes des annexes A à D du règlement communautaire n°338/97 modifié, doivent être munis d'un marquage individuel et permanent et d'un enregistrement dans le fichier national d'identification, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 cité en référence et en particulier de ses articles 3 à 7.

Art.23. : L'exploitant est tenu aux respects de la réglementation relative aux espèces exotiques envahissantes mentionnées au L.411-5 à L.411-10 et R.411-31 à R.411-47 du code de l'environnement.

Art.24. : Cette autorisation ne dispense pas le responsable de l'application de la réglementation relative au commerce des animaux de la faune sauvage (règlements CE relatifs à l'application de la convention de Washington sur le commerce international des espèces, de la faune et de la flore sauvage menacées d'extinction).

Notamment, les spécimens suivants peuvent être présentés au public après leur passage dans la quarantaine :

- les spécimens en annexe A ou B et/ou protégés au titre de la faune française, trouvés par des particuliers dans des espaces publics ;
- les spécimens en annexe A ou B et/ou protégés au titre de la faune française, récupérés par des pompiers ou des agents des collectivités locales dans des espaces publics ;
- les spécimens en annexe A ou B et/ou protégés au titre de la faune française, abandonnés anonymement devant l'entrée du refuge ;
- les spécimens en annexe A ou B et/ou protégés au titre de la faune française, abandonnés par des particuliers qui laissent leur identité lors de la remise des spécimens au refuge ;
- les spécimens en annexe A ou B et/ou protégés au titre de la faune française, saisis par les services de l'État et placés au refuge en attente d'un jugement ;
- les spécimens en annexe A ou B et/ou protégés au titre de la faune française après jugement, spécimens confisqués placés définitivement au refuge ;
- les spécimens non repris aux annexes A et B et non protégés au titre de la réglementation faune française, quelque soit la nature de leur entrée dans l'établissement, dans la limite des taxons et des effectifs accordés dans le certificat de capacité et dans l'autorisation d'ouverture.

Pour tout transfert d'un spécimen (vivant ou mort) en annexe A, vers un autre établissement de présentation au public autorisé, le spécimen doit bénéficier d'un certificat intra-communautaire à solliciter auprès du bureau régional CITES d'Occitanie.

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle à celles pouvant être prises, le cas échéant, dans le cadre des législations relatives, notamment, à la santé publique, au contrôle sanitaire, à la protection des animaux ou à l'urbanisme.

TITRE III : RISQUES AUTRES QUE ZOOLOGIQUES**Art.25. : Mesures générales de prévention des pollutions**

Les installations sont conçues et aménagées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment, par le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets selon leurs caractéristiques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle dans l'air, les eaux et les sols.

Art 26 : Consommation d'eau

Le site est alimenté en eau par :

- une station de pompage depuis le lac de Lagrange, propriété de la SCI Lagrange, dont Monsieur MARAN est le gérant, à proximité immédiate du site.
- Les besoins en eau du site s'élèvent à moins de 500 m³ par an environ. Les eaux sont utilisées pour le remplissage des bassins et l'arrosage des plantes si besoin ;
- le réseau d'eau potable pour la gestion du point de restauration et des sanitaires. La consommation est estimée à environ 250 m³ par an sur les 6 mois d'activité (usage sanitaire et point de restauration).

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation en eau, dans le respect du bien être animal.

Art.27. : Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont collectées et acheminées vers la mare artificielle située au centre du site puis vers le fossé communal qui assure le rôle de trop plein permettant l'évacuation d'un éventuel surplus d'eau.

Art.28 : Eaux usées

Les eaux usées sont traitées, acheminées et surveillées, conformément au dossier présenté le 11 juillet 2022 et complété le 28 octobre 2022.

Art.29. : Produits dangereux

Les produits dangereux sont stockés dans des contenants à double paroi ou sur un bac de rétention, de façon à éviter toute fuite dans le milieu environnant.

Art.30. : Lutte contre les rongeurs

L'exploitant lutte contre la prolifération des rongeurs, aussi souvent que nécessaire, en utilisant des méthodes ou des produits autorisés.

Art.31. : Effluents solides

Les déjections et litières des tortues sont compostées sur site, puis mises au sol sur le site, pour fertiliser les espaces verts du site.

Art.32. : Sous-produits animaux

Les cadavres sont stockés dans des congélateurs dans l'attente du transfert à l'école nationale vétérinaire de Toulouse Purpan qui se charge de leur élimination. L'ensemble des mouvements donne lieu à un enregistrement et la réalisation d'une attestation de prise en charge par l'école vétérinaire justifiant du décès des animaux.

Certains cadavres de tortues sont stockés au congélateur puis préparés sur site pour conserver les os, le crâne et la carapace qui sont utilisés à des fins de recherche scientifique ou d'exposition à des fins éducatives, sous couvert d'une autorisation attribuée le 14 décembre 2022 par la direction départementale de la protection des populations, au titre de l'article 17 du règlement (CE) 1069/2009 du 21 octobre 2009.

Art.33. : Autres déchets

Toutes les dispositions sont prises par l'exploitant pour limiter les quantités de déchets produits, notamment, en effectuant toutes les opérations de valorisation possible.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées.

Art.34. : Collecte et stockage

L'exploitant organise dans l'enceinte de son établissement une collecte sélective des déchets de manière à séparer les différentes catégories de déchets. Dans l'attente de leur valorisation ou élimination, ces déchets sont conservés dans des conditions techniques assurant toute sécurité et garantissant la protection de l'environnement, en toutes circonstances. En particulier, sont prises des mesures de prévention contre le lessivage par les eaux météoriques, contre les envols et les odeurs. Tout brûlage, sur le site, à l'air libre est interdit.

Art.35. : Élimination

En cas d'enlèvement, l'exploitant s'assure que les modalités de chargement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets. S'il a recours au service d'un tiers, il s'assure de l'habilitation de ce dernier ainsi que du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre jusqu'au point d'élimination finale. Il est en mesure, en particulier, de justifier l'élimination des déchets industriels spéciaux (huiles de vidanges, déchets organiques...) dans les installations autorisées à les recevoir.

Art.36. : Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'établissement ne doit pas compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une nuisance pour celui-ci.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les niveaux de bruit, à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, ne peuvent excéder les valeurs suivantes :

- pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanche et jours fériés : 70dB (A) ;
- pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés : 60dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander une mesure des niveaux d'émission sonore chaque année.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art.37. : Installations électriques

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

Elles sont contrôlées annuellement par un personnel compétent qui mentionne, très explicitement, par écrit les défauts relevés. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires, suite à ces rapports, sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.

À la suite de ces vérifications, l'exploitant prend, dans les plus brefs délais, toutes les mesures nécessaires pour se mettre en conformité vis-à-vis des observations et recommandations émises par les sociétés de contrôle.

Ces installations sont maintenues en bon état d'entretien.

Art.38. : Protection contre l'incendie : équipements et fonctionnement

Les locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre, en nombre suffisant et répartis judicieusement. Les extincteurs sont vérifiés annuellement par une société agréée.

Le site d'exploitation dispose par ailleurs des ressources suffisantes en eau (réserve d'eau, poteaux incendie normalisés).

La nature et emplacement des extincteurs et ressources en eau sont définis en accord avec le SDIS.

L'établissement est desservi par une voie publique permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Art.39. : Protection contre l'incendie : consignes

L'exploitant établit des consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre en cas d'incidents graves ou d'accidents. Elles précisent le numéro de téléphone des sapeurs pompiers ainsi que la conduite à tenir en cas d'incendie.

Ces consignes de sécurité sont portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement.

Un plan d'évacuation doit être rédigé et porté à la connaissance du public par affichage, notamment, à l'entrée de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**Art.40. : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art.41. : Affichage

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Bessières et placée aux lieux habituels d'affichage pendant une durée d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire de Bessières et transmis au préfet de la Haute-Garonne.

Un extrait de l'arrêté est affiché en permanence, de façon visible, à l'entrée de l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimum de 4 mois.

Art.42. : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er et par les articles L.413-5 et L.415-3 à L.415-6 du code de l'environnement.

Art.42. : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

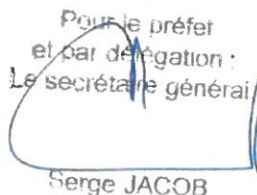
Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr>.

Art.43. : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Garonne, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Bessières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'association le refuge des tortues .

Fait à Toulouse, le 22 MARS 2023

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général



Serge JACOB

Annexe : Plan masse

